



Editorial (2014, quel avenir ?)

“solidarité et progrès : Les raisins de la colère”

Edito du secrétaire général, Dr Louis Reymondon

La Manifestation des agriculteurs du 14 février - sur les lieux d'une promesse de travaux publics non tenue – dénonçait une fois de plus l'incapacité des décideurs à agir ensemble pour réduire l'ampleur et la violence des inondations répétées et dévastatrices qu'endure la région de la Basse Vallée de l'Argens depuis les catastrophes de 2006, 2010 et suivantes.

Le vice-président de VIVA la décrit : *“au moins 150 personnes, paysans, artisans, commerçants, particuliers, dans une ambiance très bizarre d'abattement et de découragement. Beaucoup de têtes nouvelles que je ne connaissais pas, qui encore une fois ont tout perdu. Tous ceux avec qui j'ai parlé sont dans un état de dépression et de résignation. J'avais l'étrange impression d'assister à un dernier combat avant la mort annoncée”*.



Dès la création de VIVA, le 1^{er} septembre 2010, le député avait averti : **“Vous n'obtiendrez rien”**. C'est la conséquence d'une décentralisation qui dilue les responsabilités car **elle donne aux maires un pouvoir local absolu**, uniquement soumis au **contrôle de légalité** du Préfet. Quand c'est possible, le Tribunal administratif condamne les infractions, mais les appels suspensifs procurent au délinquant l'impunité transitoire propice aux arrangements avec les lois et au bafouement de l'intérêt général.

Le Conseil Général a bien vocation à saisir les enjeux et à orchestrer la cohérence d'actions prioritaires pour la mise en sécurité des personnes et des biens. Dans le Var, il s'est emparé du pilotage du *Programme d'action de prévention des inondations* mais en précisant qu'il s'agit d'un *“PAPI d'intention”*, c'est-à-dire un empilement d'études préalables à l'action. Mais en ajoutant qu'il se désengagerait totalement de la phase opérationnelle : Une manière de faire semblant de faire sans rien faire !

En désespoir de cause, **VIVA a appelé l'État à la rescousse** :

- Le Préfet du Var - sans aucun pouvoir d'autorité sur les Collectivités mais usant d'une certaine magistrature d'influence - a engagé un processus de gouvernance globale qui pourrait aboutir vers septembre 2014 à un *Syndicat Mixte du bassin versant de l'Argens* (la moitié du département !). Mais sa composition et sa présidence restent à déterminer...après les élections Municipales et c'est d'elles que dépend la volonté de faire (ou de continuer à ne rien faire) de la nouvelle structure !
- Les Ministères de l'Agriculture et de l'Écologie ont répondu aux appels de VIVA par deux avancées significatives :
 1. Le jury national de sélection des *“territoires en mutation exposés aux risques”* a retenu la Basse Vallée de l'Argens comme l'un des 5 sites prioritaires en 2014.
 2. Le bureau des Stratégies territoriales et la Direction générale de prévention des risques ont mis en place sur site, les 29 et 30 janvier 2014, un *Atelier National* où les acteurs, État et élus, “maîtres d'ouvrages”, s'accordent sur une vision d'avenir pour conduire leurs actions à court et moyen terme. Le mandat de “maîtrise d'œuvre” est confié à un groupe de bureaux d'études polytechniques à compétence très appropriée. Dans cette procédure, VIVA entend être partenaire de la “maîtrise d'usage” à l'occasion des déplacements des co-constructeurs de la démarche *Atelier National* tout au cours de cette année.



La réunion publique d'information - qui a rassemblé une centaine de personnes, le 20 février 2014, sous une serre horticole, encore récemment inondée de la plaine de l'Argens - avait pour objet de montrer aux sinistrés qu'ils ne sont pas si abandonnés qu'ils le ressentent, que des efforts sont faits par l'Etat et la Région PACA pour stimuler les élus à sortir de l'impasse : Il s'agit de mobiliser *l'intelligence collective et une volonté politique* de proposer et d'agir.

Photo : Var Matin, Adeline Lebel
Ed. Fréjus du 22.02.2014

Au tout début de la réunion, le public était attentif à l'intervention des responsables. La salle s'est bien remplie et les agriculteurs ont pris la parole pour exprimer une colère croissante.
(Photo Adeline Lebel)

Madame la Présidente de la Commission Environnement et Développement soutenable du Conseil Régional PACA, Elsa Di Méo, chargée de l'eau et des risques majeurs, était invitée par VIVA à rapporter aux usagers la séance de travail entre l'Atelier et les élus, avec ceux d'entre eux qui y avaient participé au nom de leurs Municipalités respectives.

Les communes de Roquebrune-sur-Argens et de Fréjus n'étaient pas officiellement représentées à ce débriefing et c'est dommage. Faut-il y voir la confirmation d'une incapacité persistante à s'emparer des défis qui touchent au développement raisonné du delta de l'Argens et, en toute priorité, à la réduction de sa vulnérabilité aux inondations ?

Le public ne croit plus en rien ni personne. Il ressent une grande désespérance, résiste à la tentation d'actions d'auto-défense violentes et, déboussolé, il cherche l'expression d'une volonté politique crédible.

On a une impression de déjà vu... Le film culte de John Steinbeck ne montrait-il pas, au cœur de la Grande Dépression américaine, une famille plongée dans la misère par la crise économique de 1929 ? Il décrit *"d'honnêtes gens qui ne cherchent ni la richesse ni la facilité mais seulement un endroit pour vivre de leur travail et gagner honnêtement leur vie"*...

Les Raisins de la colère, ce sont l'espoir et le courage !

Dans notre contexte actuel, pour procurer à chacun des conditions de vie décentes, il faut impérativement trouver, au plan local, la volonté politique et les moyens de **ramener le territoire dans un niveau de risques acceptable**, de fournir du travail et de la formation, un toit et une sécurité sanitaire accessible à tous : Protection, Emploi, Logement, Santé pour bien vivre ensemble !

Le danger, le poison mortel, **c'est le repli sur soi** qui conduit à l'abandon. Il faut que la région de la plaine de l'Argens voie se dessiner son avenir dans *la Solidarité et le Progrès*.

Les élections municipales offrent-elles une perspective, pourquoi et comment ?

Quatre ans d'immobilisme, ça suffit ! Certains dirigeants des équipes en place ont démontré, dans les communes de la basse vallée de l'Argens, leur manque d'intérêt flagrant et un niveau d'incompétence évident. La municipalité de Fréjus n'est pas l'exception, hélas ! D'ailleurs, personne n'espère plus un miracle de sa part et encore moins des siens qui la trahissent...

Pour changer la donne, **les sinistrés rêvent tous d'un coup de pied dans la fourmilière**. La question est d'apprécier les compétences :

- Si, pour changer, il suffisait de s'en prendre à certaines fractions de la population, on saurait à qui s'adresser ! Mais **le rôle d'un élu est de préserver les intérêts de tous**, de n'exclure personne du bonheur de vivre ensemble dans un si beau pays et d'en partager les atouts autour d'un projet commun qui les valorise: agriculture, tourisme, artisanat et commerce. Il faut aussi **imaginer un mode d'habiter ici**, comme dans tous les deltas du monde, sur des constructions adaptées, surélevées, justement positionnées en cas de crues maîtrisées.
- **Pour changer**, il faut s'en remettre à la **volonté politique d'élus déterminés**, à leur compétence à mobiliser les ressources locales associées à celles du couple État-Région qui, de plus en plus, pilotera les projets de territoires. Il y a des sommes considérables disponibles aux budgets de l'Europe pour protéger les populations des risques qu'ils encourent, mais encore faut-il avoir la volonté et les compétences d'aller chercher les cofinancements. **Jusqu'à la fin du quinquennat**, il faudra savoir **tirer le meilleur parti** du pouvoir en place, **mobiliser les fonds** mais aussi, de l'intérieur, **observer les dérives** et rappeler à ce Pouvoir, ses engagements auprès des Français.

Puisque les élus du territoire ont échoué à accomplir leur devoir de protection des sinistrés, les mêmes échoueraient encore à renouveler un système qu'ils ont perverti. Existe-t-il une autre alternative que s'appuyer sur ce qui reste de l'État et de fidélité à ses promesses ?

Quelqu'un, me semble-t-il, avait donné espoir et acquis la confiance de ses électeurs en déclarant la guerre à la Finance. **Il faut sauvegarder notre exceptionnel territoire** en exigeant que l'argent public soit remis là où il devrait être **et finance le Bien commun**.

Les solutions existent.

Il faut du courage et un vœu populaire pour les appliquer. Nous n'avancerons que si nos équipes municipales renouvelées savent (et peuvent) faire remonter les attentes du territoire et les satisfaire justement.

Association VIVA, Vivre Installés au Val d'Argens